



Le Comité de surveillance statistique

Délibération STAT n° 27/2017 du 11 décembre 2017

Objet: demande émanant du Centre de recherche et d'étude pour l'action territoriale de l'Université Catholique de Louvain (CREAT-UCL) afin d'obtenir de la Direction générale Statistique – Statistics Belgium la communication de données d'étude codées issues de l'enquête du « Modèle I » des statistiques des permis de bâtir qui concerne les bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation (STAT-MA-2017-028)

Le Comité de surveillance statistique (ci-après "le comité") ;

Vu la loi du 4 juillet 1962 *relative à la statistique publique (ci-après la loi statistique)*;

Vu la loi du 8 décembre 1992 *relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (ci-après la LVP)* ;

Vu l'arrêté royal du 13 février 2001 *portant exécution de la loi vie privée (ci-après l'AR du 13 février 2001)* ;

Vu l'arrêté royal du 7 juin 2007 *fixant les modalités relatives à la composition et au fonctionnement du Comité de surveillance Statistique institué au sein de la Commission de la protection de la vie privée*;

Vu la demande du Centre de recherche et d'étude pour l'action territoriale de l'Université Catholique de Louvain reçue le 2 octobre 2017;

Vu la demande d'avis technique et juridique adressée au Service public fédéral Économie, PME, Classes moyennes et Énergie (Direction générale Statistique – Statistics Belgium) le 17 novembre 2017;

Vu l'avis technique et juridique reçu le 1 décembre 2017;

Vu le rapport du Président ;

Émet, après délibération, la décision suivante, le 11 décembre 2017:

I. OBJET DE LA DEMANDE

1. Le demandeur, le Centre de recherche et d'étude pour l'action territoriale de l'Université Catholique de Louvain (CREAT-UCL), (ci-après le Chercheur) afin d'obtenir de la Direction générale Statistique – Statistics Belgium (ci-après DGSSB) la communication de données d'étude codées issues de l'enquête du « Modèle I » des statistiques des permis de bâtir qui concerne les bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation.
2. La demande porte aussi sur l'approbation du contrat de confidentialité à intervenir entre les parties précitées.

II. EXAMEN DE LA DEMANDE

A. LÉGISLATION APPLICABLE

A.1. Loi statistique publique

3. En vertu des articles 15 et 15*bis* de la loi statistique publique, la DGSSB est habilitée, après autorisation du Comité de surveillance statistique et moyennant un contrat de confidentialité approuvé par ce même comité, à communiquer des données d'étude codées aux destinataires mentionnés dans la loi statistique publique, aux conditions fixées dans cette même loi.

A.2. LVP et arrêté royal du 13 février 2001

4. En vertu de l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la LVP et de l'article 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 13 février 2001, des données d'étude codées relatives à des personnes physiques identifiées ou identifiables constituent des données à caractère personnel dont le traitement n'est autorisé qu'aux conditions fixées dans la LVP et dans l'arrêté royal du 13 février 2001.

B. BASE LÉGALE DE LA DEMANDE

5. Le demandeur figure au rang des destinataires limitativement énumérés à l'article 15 la loi statistique.
6. En effet, parmi ces destinataires, sont repris à l'alinéa 1er, 4°, les personnes physiques ou morales poursuivant un but de recherche scientifique.
7. Le demandeur peut donc introduire la demande d'autorisation pour obtenir la communication des données en question.

C. FINALITÉS

8. Les données à caractère personnel doivent être traitées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes (art. 4, § 1^{er}, 2° de la LVP).
9. L'étude scientifique envisagée consiste à étudier la dynamique en cours en terme de permis d'urbanisme à un niveau plus fin que celui des territoires communaux car les réalités peuvent être très différentes au sein d'une même commune.
10. Le niveau d'agrégation sera celui des quartiers Cytise {<http://cytisequartiers.cytise.be/> }. Ce niveau d'agrégation plus large que les secteurs statistiques permettra d'éviter les secteurs statistiques trop petits avec peu de données annuelles.
11. Plus concrètement, la finalité de l'étude est de pouvoir quantifier et qualifier la production récente de logements afin de permettre à la province du Brabant wallon d'aider ses communes à orienter de la meilleure manière leur dynamique de développement territoriale en respect de l'article D.1.1 du Code du développement territoriale (CoDT) de la Wallonie qui stipule que« (...) *L'objectif du Code du Développement Territorial, ci-après « le Code », est d'assurer un développement durable et attractif du territoire. Ce développement rencontre ou anticipe de façon équilibrée les besoins sociaux, économiques, démographiques, énergétiques, patrimoniaux, environnementaux et de mobilité de la collectivité, en tenant compte, sans discrimination, des dynamiques et des spécificités territoriales, ainsi que de la cohésion sociale. §2. La Région, les communes et les autres autorités publiques, chacune, dans le cadre de ses compétences et en coordination avec la Région, sont acteurs, gestionnaires et garantes de ce développement. (. . .)* ».

12. En effet, la société a fortement évolué ces dernières années et l'offre en logements s'est rapidement adaptée aux nouveaux besoins qui se sont fait jour. L'objectif de l'étude est de montrer le décalage, très net dans certaines communes, entre le parc global de logements et ceux qui ont été créés aux cours des dix dernières années. La finalité étant de pouvoir évaluer l'adéquation entre le parc de logements et ses dynamiques récentes d'une part, et les besoins actuels et émergents des ménages d'autre part. L'étude des données des permis de bâtir permettra d'identifier des dynamiques particulières de densification ou restructuration de tissus bâtis, ou a contrario de l'absence de dynamique engendrant des problèmes particuliers.
13. La production récente de logements sera examinée suivant les données les plus récentes disponibles à l'échelle du quartier. En effet, une commune n'est pas un territoire homogène et les dynamiques et les enjeux peuvent fortement varier en sein de ses limites administratives.
14. Ces finalités répondent aux exigences susmentionnées de la LVP.
15. En vertu de l'article 15 de la loi statistique publique, les données à caractère personnel codées doivent être collectées à des fins statistiques ou scientifiques. D'après la DGSSB, il n'y a aucune objection statistique à cet égard. Le Comité adhère à cet avis.

D. PROPORTIONNALITÉ

D.1. Données demandées

16. Les données ont été précisées dans la demande. Il s'agit de l'ensemble des données de la statistique des permis de bâtir Modèle 1 (Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation) sur la période 2002-2015.

D.2. Quant à la nécessité d'obtenir des données codées

17. Le Chercheur ne peut recevoir les données à caractère personnel codées que si un traitement de données anonymes ne permettait pas de réaliser les finalités statistiques ou scientifiques visées (article 4 de la LVP).
18. Il ressort implicitement de la demande que, seule la communication de données codées peut permettre de réaliser la recherche.
19. Les finalités justifient donc le traitement de données à caractère personnel codées.

D.3. Quant à la quantité de données

20. La communication de données codées doit être nécessaire à la réalisation de l'étude décrite dans la demande et dans le projet de contrat de confidentialité (article 4, § 1^{er}, 3^o, de la LVP).
21. La DGSSB précise dans son avis que la proportionnalité est démontrée pour toutes les variables demandées. Le Comité adhère à cet avis.
22. La DGSSB attire l'attention sur le fait que le risque d'identification indirecte est réel. Les données demandées sont relatives à des permis de bâtir (concernant des habitations). Les données demandées ne concernent donc pas directement des personnes physiques.
23. Le demande précise qu'il ne publiera que des données agrégées. Il précise que les publications ne permettront pas l'identification de constructions particulières.
24. Ce qui justifie un avis positif.
25. La DGSSB ne fournira cependant que les variables qui ne présentent aucun risque d'identification indirecte.

D.4. Quant à la fréquence de la communication

26. La DGSSB précise que les données d'étude codées seront mises à disposition du Chercheur endéans le mois qui suit la signature du contrat de confidentialité.

D.5. Quant à la durée de recherche et la durée de conservation

27. La durée de la recherche est indéfinie selon le Chercheur. La durée de conservation des données est fixée à 5 mois. Cette durée semble raisonnable pour la DGSSB, vu le but et les tâches spécifiques du Chercheur. Le Comité s'y rallie.
28. Une fois passé ce délai, les données et sauvegardes doivent être complètement détruites par le Chercheur. Il n'est pas permis de continuer à utiliser les données d'étude codées plus longtemps pour les mêmes finalités, sauf prolongation accordée. Si les finalités sont atteintes avant l'échéance de ce délai, les données et sauvegardes doivent être détruites par le Chercheur avant ce terme, c'est-à-dire immédiatement après la réalisation des finalités.

29. La durée de conservation n'excède donc pas la durée nécessaire à la réalisation des finalités (art. 4, § 1^{er}, 5°, de la LVP).

E. SÉCURITÉ

30. Le Chercheur doit veiller à la protection et à la sécurité des données d'études communiquées (art. 16 de la LVP et 15bis de la loi statistique).

E.1. Conseiller en sécurité

31. Il ressort des documents transmis par le Chercheur que ce dernier dispose d'un conseiller en sécurité de l'information. Selon la demande et les informations communiquées, il semble que l'intéressé peut être accepté en tant que conseiller en sécurité de l'information.
32. Le Comité rappelle au bénéficiaire de l'autorisation ses responsabilités à cet égard.
33. Le bénéficiaire de l'autorisation désigne un conseiller sur la base de ses qualités professionnelles et de ses connaissances spécialisées, en particulier, des pratiques en matière de protection des données et du droit pertinent dans le contexte. Ces capacités permettent au conseiller d'accomplir ses missions et de disposer d'une connaissance suffisante de l'environnement informatique du bénéficiaire de l'autorisation ainsi que de la sécurité de l'information. Le conseiller doit en permanence tenir cette connaissance à jour.
34. Le conseiller fait directement rapport au niveau le plus élevé de la direction du bénéficiaire de l'autorisation.
35. Que le conseiller soit un membre du personnel ou une personne externe, il ne peut pas y avoir de conflit d'intérêts entre la fonction de conseiller et d'autres activités qui sont incompatibles avec cette fonction. En particulier, la fonction ne peut pas être cumulée avec celle de responsable final du service informatique ni avec celle de personne assumant le niveau le plus élevé de la direction du bénéficiaire de l'autorisation (par exemple directeur général).
36. Le bénéficiaire de l'autorisation veille à ce que le conseiller puisse exercer ses missions en toute indépendance et à ce qu'il ne reçoive aucune instruction pour s'en acquitter. Le conseiller ne peut être relevé de ses fonctions ou pénalisé pour l'exercice de ses missions.
37. Si les tâches de conseiller sont confiées à plusieurs personnes, la responsabilité finale doit être confiée à une seule d'entre elles pour faire rapport au niveau le plus élevé de la direction

quant aux activités communes et pour assumer le rôle de personne de contact à l'égard du Comité.

38. Le bénéficiaire de l'autorisation aide le conseiller en fournissant les ressources et le temps nécessaires pour exercer ses missions et en lui permettant d'entretenir ses connaissances spécialisées. L'accès aux données à caractère personnel et aux opérations de traitement est notamment fourni au conseiller. Le bénéficiaire de l'autorisation veille à ce que le conseiller soit associé, d'une manière appropriée et en temps utile, à toutes les questions relatives à la protection des données à caractère personnel.
39. Le Comité se réserve le droit de contrôler le respect de ces obligations.

E.2. Politique de sécurité

40. Il ressort des documents transmis par le Chercheur que ce dernier dispose d'une politique de sécurité.
41. La déclaration de conformité en matière de sécurité accompagnant la demande de communication des données et le contrat de confidentialité permet d'établir qu'une réponse positive a été donnée à toutes les questions relatives à la sécurité à l'exception de la journalisation et de la documentation. Cela justifie un avis positif, d'après la DGSSB.

E.3. Personne physique responsable

42. L'identité de la personne physique responsable a été communiquée. Celui-ci est personnellement responsable du respect de toutes les obligations concernant l'exécution de la loi statistique publique, de la LVP, de leurs arrêtés d'exécution, de toute autre disposition légale ou réglementaire de protection de la vie privée, des dispositions de la présente décision du Comité et des dispositions du contrat de confidentialité.
43. Cette personne exercera un contrôle effectif de l'utilisation licite des données fournies.
44. Les mesures dont il est question aux points E.1. à E.3. inclus, qui doivent garantir la protection et la sécurité des données d'étude transmises, comme l'exigent l'article 16 de la LVP et l'article 15*bis* de la loi statistique publique, sont efficaces si elles sont contrôlées et suivies de façon stricte dans la pratique.

E.4. Séparation d'autres traitements

45. Le Chercheur doit séparer le présent traitement des données dont il est question ici pour les finalités indiquées des autres traitements de données à caractère personnel dont il est éventuellement responsable.

E.5. Interdiction de décodage

46. Le Chercheur doit s'engager contractuellement à mettre en œuvre tous les moyens possibles afin d'éviter que soit retrouvée l'identité des personnes auxquelles les données à caractère personnel communiquées se rapportent. Le Chercheur doit s'abstenir d'effectuer des opérations visant à convertir des données codées en données non codées.

E.6. Interdiction de couplage

47. Le Chercheur ne peut pas tenter de coupler les données à caractère personnel obtenues à des données à caractère personnel qui lui ont déjà été transmises en application d'autres autorisations.

F. AUTRES CONDITIONS D'UTILISATION

F.1. Diffusion des résultats

48. Le Chercheur doit veiller, après analyse et utilisation des données, à ce que les résultats soient publiés et diffusés sous forme anonyme et globale, de sorte que les données à caractère personnel ne puissent être directement ou indirectement identifiées.
49. Au moins 15 jours avant leur diffusion, le Chercheur doit les soumettre à la DGSSB et cette dernière peut éventuellement en interdire la diffusion. Le terme "diffusion" doit être entendu dans un sens très large qui tient compte de l'évolution de la société de l'information. Il couvre toute diffusion qu'elle se fasse de manière écrite, orale ou électronique.

F.2. Contrôle

50. Le Chercheur accepte expressément que des représentants du Comité aient, à chaque instant et sans mise en demeure préalable, accès aux locaux et à l'infrastructure informatique où les données communiquées sont conservées, pour contrôler l'exécution des dispositions de la

décision qu'elle a prise, des dispositions de la loi statistique publique, de ses arrêtés d'exécution et des dispositions du contrat de confidentialité.

51. Sur simple demande, le Comité peut obtenir l'accès à d'autres locaux et à d'autres systèmes TIC afin de contrôler si aucune violation des dispositions de sa décision, des dispositions de la loi statistique publique, de ses arrêtés d'exécution et des dispositions du contrat de confidentialité n'est commise.

F.3. Recherche au sens de l'article 15, alinéa 1er, 4° de la loi statistique

52. La demande précise les méthodes d'analyse et les normes de recherche qui seront utilisées par le Chercheur. La DGSSB considère que la recherche est effectuée conformément aux normes scientifiques en vigueur et avec des méthodes d'analyse adéquates. Le Comité adhère à cet avis.

G. CONTRAT DE CONFIDENTIALITÉ

53. Les données d'études sont communiquées au Chercheur en vertu d'un contrat de confidentialité qu'il conclut avec la DGSSB.
54. Le contrat de confidentialité, dont le projet a été joint en annexe de la demande de communication des données, fixe les conditions auxquelles les données peuvent être mises à disposition par la DGSSB et utilisées par le Chercheur.
55. Le contrat de confidentialité contient au moins les mentions légalement obligatoires telles que définies à l'article 15bis de la loi statistique publique, dont la durée du contrat de confidentialité. Cela ne signifie aucunement qu'au terme de ce délai contractuel, la confidentialité des données elles-mêmes peut être rompue. Elle doit dès lors être respectée de manière illimitée dans le temps.
56. Les dispositions contractuelles relatives à la vie privée et à la confidentialité figurant dans le contrat de confidentialité sont reprises dans la présente décision du Comité, ce qui permet ainsi également à des personnes étrangères au contrat de confidentialité de s'adresser au Comité qui peut donc contrôler le respect des conditions auxquelles les données peuvent être utilisées par le Chercheur.

III. DÉCISION GÉNÉRALE

57. Lors du traitement des données à caractère personnel obtenues, le Chercheur doit tenir compte de la LVP, de la loi statistique publique, de leurs arrêtés d'exécution et de toute autre disposition légale ou réglementaire de protection de la vie privée, des dispositions de la présente décision du Comité et des dispositions du contrat de confidentialité qu'il aura conclu avec la DGSSB.

IV. DÉCISION SPÉCIFIQUE

58. Le Comité décide que :

- le Chercheur dispose d'un fondement légal pour réclamer les données d'étude codées demandées ;
- la communication au Chercheur des données d'étude codées demandées est autorisée en vue des finalités visées ;
- en raison d'un risque d'identification indirecte, la DGSSB ne pourra fournir que les variables qui ne présentent aucun risque d'identification ;
- la durée de conservation est fixée à 5 mois maximum à partir de la réception des données visées, sans pouvoir excéder la durée nécessaire à la réalisation de la recherche ;
- l'étude ne portera que sur les données demandées dont question au point D.1.

PAR CES MOTIFS,

Le Comité,

1° autorise la Direction générale de la Statistique – Statistics Belgium à communiquer les données d'étude codées susmentionnées au Centre de recherche et d'étude pour l'action territoriale de l'Université Catholique de Louvain;

2° décide que la présente autorisation n'est valable que si et aussi longtemps que les conditions de la présente délibération sont remplies ;

3° approuve le contrat de confidentialité y afférent, aux conditions précitées.

L'Administrateur f.f.,

Le Président,

(sé) An Machtens

(sé) Gert Vermeulen